

Finistère

Penn Ar Bed



Bulletin trimestriel de la FSU du Finistère

CPPAP: 1027 S 07559	Directeur.rice de publication : Florent Martinie et Sabrina Manuel	Prix : 0,4 €	N° 4
SOMMAIRE Bulletin de juin 2023 Page 1 : Édito Page 2 : Fin d'année fortement impactée ! Page 3 : Construire la paix, une idée révolutionnaire ! Le prochain stage d'automne de la FSU Bretagne - Mercredi 18 et jeudi 19 octobre à l'Auberge de jeunesse de St Malo (35) Page 4 : Les mauvais jours finiront...mais pas sans dépasser les « journées d'action ».	Maison du Peuple 2 Place É.Mazé 29200 BREST 71 rue Jacques Le Viol 29000 QUIMPER Email : fsu29@fsu.fr Site : http://fsu29.fsu.fr Facebook : https://www.facebook.com/fsu29/	16/06/2023	QUIMPER PPDC SITE DE DEPOT P4 LA POSTE DISPENSE DE TIMBRAGE

REFORME DES RETRAITES



ENGAGÉ-ES POUR DE MEILLEURES RETRAITES

La force de l'unité

Les mobilisations pour le 1er mai, la fête des travailleur-ses, ont été massives partout dans le Finistère. Ces mobilisations ont été organisées par les intersyndicales locales dans de nombreuses villes du Finistère, jusqu'à Ouessant ! L'intersyndicale mobilise bien au-delà de ses adhérent-es depuis le début du mouvement, au mois de janvier. Cela est peut-être un des enseignements de ce mouvement social. L'unité du très large arc syndical, que certains esprits chagrins voyaient rompre rapidement, a démontré sa capacité à réunir très largement contre la réforme des retraites évidemment, mais aussi pour une société égalitaire, pour plus de justice sociale avec un réel partage des richesses. La question du mal être au

travail lié à l'avènement du management depuis maintenant une vingtaine d'années est aussi une problématique que ce mouvement social – avec les recherches des sociologues du travail comme Dominique Méda – a mis sur le devant de la scène. Même si la réforme n'est pas abrogée, ce mouvement social, fort de cette intersyndicale unie, a amplifié le débat sur ces sujets dans la société. Le 6 juin (en préparation lors de la rédaction de ce bulletin) sera encore une occasion de démontrer la force de l'unité à ce gouvernement et au Président qui portent une politique brutale et libérale bien loin de la société de progrès social que nous revendiquons.

Florent Martinie pour la FSU 29

Fin d'année fortement impactée !

Cette fin d'année scolaire est dans la continuité d'une politique de réforme violente et de mépris envers les salarié-es, les personnels de l'EN et plus particulièrement les enseignant-es. Après les retraites, c'est maintenant la doctrine de "travailler plus pour gagner plus" qui est imposée à l'inverse d'une revalorisation indiciaire généralisée.

Le projet PACTE présenté lors du CSAMEN par le ministère de l'EN, n'a pas pu faire l'objet d'un vote car refusé par le ministère. Toutes les organisations syndicales sont parties en "claquant la porte" en réponse au mépris qu'a ce gouvernement pour les syndicats une fois de plus. Alors le PACTE, c'est un ensemble de mesures dangereuses pour nos statuts qui comporte des blocs horaires "briques" que les collègues peuvent "empiler" contre une prime (défiscalisée et désocialisée car pas de cotisation retraite). La 1ère brique de 18 heures correspond aux remplacements de moins de quinze jours des collègues absents (RCD). A celle ci peut s'ajouter une brique de 24 heures pour devoir fait, découverte des métiers (à partir de la 5ème), stages vacances voire SNU (à partir de 2024), innovations pédagogiques.... Le soutien en 6ème sera fait par les collègues du 1er degré le mercredi. Le CE définira les besoins et proposera un certain nombre de briques suivant ce que l'établissement aura reçu en dotation. Le RCD de 18 heures sera obligatoire pour prétendre à d'autres missions. Cependant, si le quota n'est pas atteint, le CE pourra demander de compléter les heures dans les autres missions, même si au départ elles n'ont pas été choisies par le collègue. Un logiciel permettra de savoir en temps réel, qui est disponible en cas d'absence et combien d'heures ont été faites sur les missions.

Les conséquences d'une telle organisation sont une augmentation du temps de travail pour les collègues concernés, obligés de remplacer du jour au lendemain un collègue absent. Les élèves auront cours, mais pas dans la discipline prévue aux heures habituelles. S'il n'y a pas de prof de la classe disponible, alors ce sera celui d'une autre classe, quelque soit le niveau. En conséquence, fini les emplois du temps d'enseignant-es avec

heures groupées. Afin de permettre un maximum de présence des collègues à chaque heure dans l'établissement, les emplois du temps comprendront de créneaux libres dans les journées. Les plus pénalisées seront les collègues femmes pour qui un emploi du temps "à trous" est plus problématique que pour leurs collègues masculins. On constatera la modification progressive de nos maxima de service hebdomadaire de 18h ou 15h +2HSA qui s'allongent de x heures de remplacement ou de missions. Les IMP et HSE actuelles pourraient être incluses dans le PACTE à partir de la rentrée 2024.

A terme les collègues seront fatigués, physiquement et nerveusement, pour gagner 1130€ net sur l'année pour 1 brique. Ceux qui prendraient 3 briques, risquent fort de dépasser les 50h de travail en plus. Ce n'est pas une revalorisation de nos salaires, mais au contraire une arnaque faite pour nous obliger à travailler plus. Le taux horaire de rémunération est dégressif entre la 1ère brique et les autres. En LP toutes les missions possibles sont incluses dans le PACTE dont l'organisation des stages en entreprise, la coordination avec celles-ci et la promotion dans les collèges des filières professionnelles et de l'apprentissage.

On l'a compris, ce pacte est fait pour déstructurer nos rapports dans l'EN en accentuant la subordination, le clientélisme, la mise sous tutelle des entreprises dans les choix d'orientation des élèves, et la dénaturation de nos missions actuelles. C'est une stratégie pernicieuse pour faire évoluer nos métiers et menacer notre statut.

Le SNES-FSU29 invite les collègues à surtout ne pas signer de PACTE qui de plus serait en tacite reconduction d'une année à l'autre.

En conclusion et pour coller à l'actualité, nous devons faire face à une pluie de "missiles" envoyés par le gouvernement portant atteinte à notre profession, sans que l'on puisse à l'heure actuelle mesurer tous les "impacts" que provoquera ce PACTE !

Yves PASQUET secrétaire départemental du SNES-FSU29.

Construire la paix, une idée révolutionnaire ! Le prochain stage d'automne de la FSU Bretagne – Mercredi 18 et jeudi 19 octobre à l'Auberge de jeunesse de St. Malo (35)

Parce que la guerre est toujours le pire pour les peuples et les droits humains, lutter pour la paix et la non-violence est aujourd'hui plus que jamais une idée révolutionnaire. Outre le thème de l'éducation à la paix qui nous est particulièrement cher à la FSU, notre stage accordera une large place à la question du multilatéralisme et de la justice sociale et climatique dans les relations internationales. Dans un second volet, celui-ci posera la question de la violence dans les rapports sociaux et politiques, une question brûlante dans l'actualité qui est la nôtre marquée par la répression des mouvements sociaux au nom de « l'ordre républicain » ou de la lutte contre « l'éco-terrorisme » et alors que le pouvoir multiplie les projets pour faire marcher la jeunesse au pas...

Le programme de ces deux jours n'est pas encore totalement fixé et la FSU poursuit actuellement les contacts. Ont déjà donné, entre autres, leur accord pour participer à ces deux jours : **David Adams**, rédacteur du *Manifeste de Séville de l'Unesco* sur la violence et la culture de la paix, **Bertrand Badie**, spécialistes des relations internationales, professeur émérite à Sciences-Po Paris et au CERI, **Alain Bergerat**, historien, auteur de *l'Histoire de France à travers chants*, **Jacques Fath**, auteur de *Poutine l'OTAN et la guerre*, **Amélie Hart-Hutasse**, enseignante, responsable du groupe histoire-géographie au SNES qui suit le dossier du 'Service

national universel', **Venance Journé**, physicienne, représentante du Réseau Action Climat au CESE, auteure de *Armes de terreur Débarrasser le monde des armes nucléaires, biologiques et chimiques*, **Frédéric Mathieu**, parlementaire, membre de la commission de la Défense à l'Assemblée nationale, **Sebastian Roché**, directeur de recherche au CNRS spécialiste des relations entre la police et la population, auteur de *De la police en démocratie*, **Laura Lema Silva** spécialiste des mouvements sociaux en Colombie, responsable des études à l'Institut pour la Paix et membre associée du laboratoire LCE de Lyon-2, **Nathalie Tehio** avocate, membre du bureau national de la LDH et de l'*Observatoire parisien des libertés publiques*, auteure d'un rapport sur les unités BRAV-M,...

Mercredi 18 et jeudi 19 octobre - Auberge de jeunesse de St Malo (35) - Stage co-organisé avec le Mouvement de la Paix Bretagne

Inscription obligatoire via le site FSU Bretagne ou en ligne ici : <https://framaforms.org/construire-la-paix-lutter-sans-violence-une-idee-revolutionnaire-1681734847> .

Les confirmations d'inscription avec le programme précis et les modalités d'organisation de ces deux jours seront expédiés aux inscrit.es fin septembre.

Jean-Marc Cléry pour la FSU Bretagne



Construire la paix, lutter sans violence : une idée révolutionnaire !

- St Malo (35) - mercredi 18 et jeudi 19 octobre 2023 -

Les mauvais jours finiront...mais pas sans dépasser les « journées d'action ».

Alors que l'intersyndicale finistérienne suivait le calendrier de l'intersyndicale nationale qui suivait elle-même le calendrier parlementaire, les intersyndicales morlaises et quimpéroises ainsi que des collectifs de mobilisation ont permis de mettre en œuvre d'autres initiatives avec d'autres formes d'action que les manifestations à visée médiatique : des manifestations hebdomadaires ont été actives (et le restent), des rencontres avec des chercheurs en sciences sociales ont été organisées pour informer des soubassements profonds de ces réformes, des caisses de grève ont été mises en place pour impulser des dynamiques de mobilisation, des blocages économiques visant des usines de l'agro-industrie ou des supermarchés pour articuler la présente mobilisation avec des préoccupations immédiates telles que l'inflation, des actions sur de grands axes de circulation ont été entreprises afin de prendre le temps de tracter, tout en soulignant le besoin d'élever le niveau de conflictualité face à un pouvoir qui reste sourd...

Toutes ces initiatives ont permis de tisser des liens de confiance entre des personnes qui ont appris à se connaître, prendre des décisions et agir ensemble. Si elles n'ont pas été suffisantes pour faire reculer le gouvernement sur le projet de réforme des retraites, elles ont constitué le moyen mettant le plus de pression sur le gouvernement. En effet, on trouvait parfois dans la presse étrangère comme dans le Financial Time, des inquiétudes sur la capacité du Président de la République à assurer la rentabilité des investissements en France du fait de l'impact d'un mouvement social « mal maîtrisé ».

Mais quels sont les acquis des journées d'actions et des manifestations sur les parcours balisés du dialogue social ? Le gouvernement continue de mépriser ceux et celles qui continuent de participer aux instances du dialogue social... les manifestations processionnaires ont rarement

permis de faire des liens entre secteurs mobilisés, certains services d'ordre étant même allés jusqu'à mettre des « cordons sanitaires » avec les militant.es qui s'organisent dans le cadre d'Assemblées générales indépendantes des syndicats et voulant disputer la tête de la manifestation à l'intersyndicale.

Alors que le train des réformes Macron continue de rouler (Lycées professionnels, Pacte, réforme de l'assurance chômage, projet de loi sécuritaires et de contrôle du mouvement social)..., comment espérer que les travailleurs et les travailleuses continueront de se mobiliser dans des cadres qui ont montré leur inefficacité ? Comment renforcer les mobilisations des différents secteurs impactés et rendre plus fortes les mobilisations pour l'augmentation des salaires si les mobilisations ne font que suivre isolément les attaques qui se succèdent ?

Si proposer d'autres formes d'organisation et d'élaboration de revendications unifiantes ne suffit pas, c'est une condition nécessaire pour donner une chance au mouvement social de se structurer et d'avoir un impact décisif sur les politiques gouvernementales. Si l'intensité de la chasse aux pauvres et aux étrangers atteint un niveau toujours plus inacceptable comme à Mayotte. c'est aussi dans les « colonies » que l'on pourrait trouver les modèles de reconstruction du syndicalisme de lutte avec l'exemple du mouvement déclenché par le LKP il y a bientôt 15 ans : préparation d'une plateforme revendicative, promotion de la grève générale plusieurs mois avant le déclenchement du mouvement... Alors qu'il est parfois tentant d'attendre ce que l'intersyndicale nationale décide pour le décliner localement, pourrait-on envisager de commencer par rédiger des cahiers revendicatifs dans le Finistère ?

Mathieu André et Serge Da Silva (SNES-FSU-Emancipation)